

ÉDITO

Années 70 : le collège, qui accueillait 30% d'une classe d'âge, s'ouvre à tous les jeunes. L'*Association Française pour la Lecture*, en lien avec l'*Institut National de la Recherche Pédagogique*, crée un réseau d'écoles expérimentales pour adapter le système éducatif à ce nouvel enjeu. Les premières recherches-actions s'intéressent à l'inégalité des jeunes face à l'écrit. Depuis les années 80, l'AFL agit sur trois plans : perfectionnement du savoir-lire et conception de logiciels d'entraînement à la lecture ; création, depuis la maternelle, de *Bibliothèques Centres Documentaires* et découverte critique de la production écrite ; définition d'une éducation communautaire et responsabilisation des enfants sur tous leurs temps de vie (famille, école, loisir). Très vite, dans les BCD, les raisons de lire se multiplient, se débattent et s'affinent ; trop tôt, l'AFL parle de déscolarisation de la lecture. Pour illustrer ce qui est alors inconcevable, elle crée, dans les années 90, un *Centre National de Classes-Lecture* où, sur le modèle des classes transplantées, des écoles viennent, avec des élèves, des enseignants et une équipe d'acteurs sociaux (associatifs, professionnels, politiques), participer à une politique de lecture menée sur un canton de 7 000 habitants. Le matin, les enfants travaillent en classe, l'après-midi ils pratiquent des activités sportives, artistiques... pendant que les adultes imaginent les contours des *Villes-Lecture* : comment fédérer les ressources territoriales, dont l'école fait partie, pour que la culture soit inséparable de l'analyse de l'état du monde et du pouvoir à conquérir pour le rendre équitable. De nombreuses villes s'impliquent dans la *Fédération des Villes-Lecture* dont les Assises œuvrent à articuler ces énergies locales dans un projet aux dimensions moins sectorielles que transversales.

Quand l'État transfère sur les communes une partie de sa mission éducative, les propositions de l'AFL sont enfin en phase avec les interrogations de terrain : apporter ce qu'il manque à l'école ou mettre les forces territoriales au service de sa transformation ? Gérer la crise ou s'en saisir pour penser collectivement les bifurcations nécessaires ? Professionnaliser l'action sociale ou engager les citoyens à faire évoluer continûment le niveau global de réflexion, d'action et d'exigence ? Sur les espaces de la formation et de la production, l'AFL, mouvement d'éducation populaire, met à disposition des villes ses analyses et ses savoir faire : la mise en ligne de logiciels performants (plus de 5 millions d'utilisateurs) ; l'implication des citoyens dans l'exploration de nouvelles formes de vie (ce qui fait ville, ce qui fait social...) ; des dispositifs de formation qui impliquent les individus dans la compréhension globale de leurs conditions de travail et de vie, y compris celles des écoliers. Fidèle à ses fondamentaux, l'AFL n'a aucune proposition clés en mains : les utopies n'existent que sous forme expérimentale. Plus que jamais, l'école a besoin d'être partie prenante d'une collectivité qui tente de faire réfléchir ensemble tous les éducateurs de son territoire. La réforme des rythmes scolaires offre l'opportunité de rapprocher les systèmes de formation des enjeux démocratiques là où, précisément, ils se vivent et se pensent, dans les domaines indissociables de la culture, de l'entreprise, de la santé, du sport, etc. bref... transversalement, dans la qualité des rapports à l'écrit dont beaucoup dépend... Que les Villes s'osent Lecture ! **Yvonne Chenouf**